

## Chambre des Représentants

## Kamer der Volksvertegenwoordigers

1 OCTOBRE 1946.

### PROPOSITION DE LOI

portant modification de la loi du 15 septembre 1924  
sur la position et l'avancement des officiers.

### DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Lorsque les officiers de l'armée, tant de réserve que d'active, rentrèrent de captivité en mai 1945 après cinq années passées dans les camps allemands, ils ne s'attendaient pas sans doute à des égards exceptionnels. Les prisonniers étaient loin d'être les seuls à avoir fait leur devoir ou à avoir souffert de la guerre et de l'occupation, et nul d'entre eux n'eût songé à réclamer, pour lui et pour ses camarades, un traitement de faveur par rapport aux autres Belges ayant accompli leur devoir civique.

Mais ils ne s'attendaient pas, par contre, à être l'objet d'une défaveur particulière. Ceux d'entre eux qui n'avaient pas été faits prisonniers en combat s'étaient rendus en captivité par ordre, en vertu de la capitulation de l'armée toute entière le 28 mai 1940. Les conditions de leur capture, sauf exception infiniment rare sur le plan individuel, et certaines défections collectives dont l'histoire est encore à faire étant mises à part, étaient honorables; leur comportement en captivité avait été, dans l'ensemble, irréprochable; il semblait donc que les prisonniers pussent rentrer au pays sans craindre d'être mal traités par les autorités.

Il fallut rapidement déchanter. On s'aperçut tout d'abord que le décalage survenu entre la libération du territoire et la libération des prisonniers n'était pas resté sans conséquences et qu'il avait été mis à profit par tous ceux qui

1 OKTOBER 1946.

### WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wet van 15 September 1924  
betreffende den stand  
en de bevordering der officieren.

### TOELICHTING

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Wanneer de officieren van het leger, zoowel van het reserve- als van het actief leger, in Mei 1945 uit gevangenschap terugkwamen, na vijf jaren in de Deutsche kampen te hebben doorgebracht, verwachtten zij, ongetwijfeld, geen buitengewone attenties. De krijgsgevangenen zijn voorzeker niet de eenigen die hun plicht hebben gedaan of die onder den oorlog en de bezetting hebben geleden, en geen onder hen zou er aan gedacht hebben, voor hem of voor zijn kameraden, aanspraak te maken op een gunstbehandeling in vergelijking met de andere Belgen die hun burgerplicht hebben volbracht.

Maar zij verwachtten zich, daarentegen, ook niet aan een speciale ongunst. Diegenen onder hen die niet in den strijd waren gevangen genomen, hadden zich in gevangenschap begeven, op bevel, krachtens de overgave van gansch het leger op 28 Mei 1940. Met uitzondering van enkele zeer zeldzame, individueele gevallen en van sommige collectieve afvalligheden, waarvan de geschiedenis nog moet worden gemaakt, waren de omstandigheden van hun gevangenneming eervol; hun gedragingen in gevangenschap waren, over het geheel genomen, onberispelijk; het leek dus wel, dat de gevangenen in het land konden terugkeeren zonder te moeten vreezen door de overheden slecht te worden behandeld.

Zij werden echter spoedig ontgoocheld. Men gaf er zich vooreerst rekenschap van, dat het tijdsverloop tusschen de bevrijding van het grondgebied en de bevrijding van de gevangenen niet zonder gevolgen was gebleven en dat

G.

avaient eu la chance d'échapper à la captivité. Les bureaux étaient remplis d'officiers ayant passé la guerre en Belgique. Ils ne tardèrent pas à faire comprendre aux rentrants qu'ils étaient des gêneurs. On vit des choses étonnantes. On vit une circulaire ministérielle faire officiellement reproche aux officiers d'être allés en captivité alors qu'ils s'y étaient rendus sur l'ordre formel des autorités dont ils relevaient. On vit mettre prématurément à la pension des centaines d'officiers revenus d'Allemagne alors que d'autres ayant passé les cinq ans de guerre en Belgique se voyaient octroyer des commissionnements et de l'avancement. On vit des officiers qui s'étaient fait contrôleurs de ravitaillement pendant la guerre se faire accorder le titre commode et confortable de « prisonnier en Belgique ». On vit nommer à des emplois dans l'ordre administratif, par préférence aux prisonniers, des gens n'ayant aucun titre civique quelconque. On vit réclamer aux rentrants, sous prétexte de liquider leur traitement de guerre, le remboursement de sommes parfois importantes représentant le trop perçu sous forme d'avances, avances ayant permis tout juste à des familles de vivre en l'absence de leur soutien naturel. La liste serait longue de toutes les constatations qui attendaient les prisonniers à leur retour.

Parmi les causes multiples de cette situation, il faut en souligner une dont on a tiré, contre les prisonniers, beaucoup d'effet : c'est la disposition de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers en vertu de laquelle les officiers sont considérés comme étant en non-activité pendant la durée de leur captivité. C'est cette disposition dont nous proposons l'abrogation.

« Il y a quatre endroits où un officier peut se trouver en temps de guerre, nous disait un officier anglais en 1941 au camp international de l'Oflag IV C au château de Colditz : il peut être combattant au front, blessé dans un hôpital, mort au cimetière ou prisonnier dans un camp ; mais il y a un endroit où il n'a jamais le droit d'être, c'est chez lui. »

Ce principe excellent ne paraît pas être celui admis par l'armée belge. L'expérience prouve en effet que l'officier qui se trouve chez lui est pratiquement mieux traité que celui qui se trouve en captivité.

L'article 5 de la loi du 15 septembre 1924 stipule en effet que l'officier se trouve dans l'une des positions suivantes :

« 4° En non-activité en raison de captivité. C'est la position de l'officier prisonnier de guerre ou interné de guerre. »

Or, cette disposition est profondément injuste. La campagne de 1940 a démontré une fois de plus que les officiers peuvent être faits prisonniers pour des causes qui les dé-

zient que le bonheur avaient eu à la captivité. Les bureaux étaient remplis d'officiers ayant passé la guerre en Belgique. Ils ne tardèrent pas à faire comprendre aux rentrants qu'ils étaient des gêneurs. On vit des choses étonnantes. On vit une circulaire ministérielle faire officiellement reproche aux officiers d'être allés en captivité alors qu'ils s'y étaient rendus sur l'ordre formel des autorités dont ils relevaient. On vit mettre prématurément à la pension des centaines d'officiers revenus d'Allemagne alors que d'autres ayant passé les cinq ans de guerre en Belgique se voyaient octroyer des commissionnements et de l'avancement. On vit des officiers qui s'étaient fait contrôleurs de ravitaillement pendant la guerre se faire accorder le titre commode et confortable de « prisonnier en Belgique ». On vit nommer à des emplois dans l'ordre administratif, par préférence aux prisonniers, des gens n'ayant aucun titre civique quelconque. On vit réclamer aux rentrants, sous prétexte de liquider leur traitement de guerre, le remboursement de sommes parfois importantes représentant le trop perçu sous forme d'avances, avances ayant permis tout juste à des familles de vivre en l'absence de leur soutien naturel. La liste serait longue de toutes les constatations qui attendaient les prisonniers à leur retour.

Onder de vele oorzaken van dien toestand, moeten wij vooral de aandacht vestigen op ééne die men, met groot gevolg, tegen de gevangenen heeft aangevoerd : namelijk de bepaling van de wet van 15 September 1924 betreffende den stand en de bevordering der officieren, krachtens welke de officieren beschouwd worden als zijnde buiten activiteit tijdens den duur van hun gevangenschap. Het is die bepaling waarvan wij de intrekking voorstellen.

« Er zijn vier plaatsen waar een officier zich in oorlogstijd mag bevinden, zegde ons een Engelsch officier in 1941, in het internationaal kamp van Oflag IV C op het kasteel van Colditz : hij kan strijder zijn op het front, gewond in een hospitaal, dood op het kerkhof of gevangene in een kamp ; maar er is één plaats waar hij nooit het recht heeft zich te bevinden, dit is bij zich thuis. »

Dit uitstekend grondbeginsel schijnt niet het beginsel te zijn, dat door het Belgisch leger wordt aangenomen. De ondervinding bewijst inderdaad, dat de officier die zich bij zich thuis bevindt, practisch beter wordt behandeld dan diegene die zich in gevangenschap bevindt.

Artikel 5 der wet van 15 September 1924 bepaalt, inderdaad, dat de officier in een der volgende toestanden verkeert :

« 4° Buiten activiteit om reden van gevangenschap. Dat is de stand van den officier-krijgsgevangene of oorlogsgeïnterneerde. »

Welnu, die bepaling is ten eerste onrechtvaardig. De veldtocht van 1940 heeft, eens te meer, bewezen dat de officieren kunnen worden krijgsgevangen gemaakt om

passent infiniment et qui n'ont aucun rapport avec leur courage personnel. Pourquoi les pénaliser ?

Ce système repose sur la présomption que l'officier est prisonnier parce qu'il a manqué à son devoir, présomption qui peut être renversée par un examen devant une commission spéciale lors de la fin de la captivité. Or, outre que cette présomption part d'une idée erronée, les conséquences qu'elle entraîne ne sont nullement levées par les décisions de la commission prévue à l'article 18 de la loi. C'est ainsi que, dans le cas présent, les officiers qui ont comparu devant la Commission et pour lesquels il a été reconnu qu'aucune faute ne pouvait leur être reprochée, se sont néanmoins vu refuser l'avancement qu'ils auraient eu s'ils n'avaient pas été prisonniers.

Ce régime n'est pas défendable. Ce n'est ni celui de l'armée anglaise ni celui de l'armée française. Nous avons vu ce spectacle paradoxal que des officiers français ou anglais recevaient en captivité des promotions dans le même camp où leurs camarades belges n'en recevaient pas. Les Français et les Anglais considéraient, à juste titre, que leurs officiers en captivité continuaient à servir, et d'une façon plus pénible que leurs camarades en liberté et au combat, et qu'il n'y avait pas lieu de les punir de ce qu'ils avaient été faits prisonniers.

Le régime de la loi de 1924 ne répond plus aux nécessités; il est injuste, il faut le supprimer.

On objectera: et si cependant la capture de l'officier est le résultat d'une faute, d'une défaillance personnelle, d'un manque d'énergie combative ou d'initiative? N'y a-t-il pas lieu d'en tenir compte?

Assurément; mais on n'aperçoit pas pourquoi le sort de l'officier prisonnier serait différent du sort du combattant. S'il a manqué à son devoir, qu'on le punisse; le Ministre de la Défense Nationale est parfaitement armé pour prendre les mesures disciplinaires qui s'imposent. Dans les cas plus graves, les conseils de guerre sont là pour condamner les déserteurs et les traîtres. Mais il n'y a là aucun motif pour jeter le discrédit en bloc et pour briser ou entraver la carrière d'officiers qui ont fait leur devoir et auxquels les circonstances ont infligé le sort particulièrement pénible de la captivité.

Nous pensons donc qu'il faut abroger purement et simplement les dispositions en question de la loi du 15 septembre 1924.

Et comme l'injustice de ces dispositions pèse actuellement sur la carrière de nombreux officiers qui n'ont pas démérité, nous pensons que la présente proposition doit sortir ses effets à la date du 10 mai 1940.

redenen die heelemaal buiten hen liggen en geen enkel verband houden met hun persoonlijke moed. Waarom hen dan straffen?

Dit stelsel berust op het vermoeden, dat de officier gevangen genomen werd omdat hij aan zijn plicht is tekortgekomen, vermoeden dat kan te niet gedaan worden door een onderzoek voor een bijzondere commissie bij het einde van de gevangenschap. Welnu, behalve dat dit vermoeden zijn oorsprong vindt in een verkeerde opvatting, worden de gevolgen er van geenszins opgeheven door de beslissingen van de bij artikel 18 der wet voorziene commissie. Aldus werd, in het onderhavig geval, aan de officieren die voor de Commissie verschenen zijn en voor wie werd aangenomen, dat hun geen enkel verwijt kon worden gemaakt, de bevordering, die zij zouden gekregen hebben indien zij geen krijgsgevangenen geweest waren, niettemin geweigerd.

Dit stelsel is onverdedigbaar. Het is noch dat van het Engelsch, noch dat van het Fransch leger. Wij hebben het ongerijmde schouwspel bijgewoond van Engelsche en Fransche officieren in gevangenschap, die bevorderingen kregen in hetzelfde kamp waar hun Belgische kameraden er geen kregen. De Franschen en de Engelschen waren terecht van oordeel, dat hun officieren in gevangenschap voortgingen te dienen, en op een pijnlijker wijze dan hun kameraden in vrijheid en in het gevecht, en dat er geen reden was om hen te straffen omdat zij gevangen genomen waren.

Het stelsel van de wet van 1924 beantwoordt niet meer aan de noodwendigheden; het is onrechtvaardig, het moet worden afgeschaft.

Men zal tegenwerpen: indien, nochtans, de gevangenneming van den officier het gevolg is van een fout, van een persoonlijke tekortkoming, van een gebrek aan strijdlust of initiatief? Dient daarmede geen rekening te worden gehouden?

Zeker; maar we zien niet in waarom het lot van den officier-krijgsgevangene verschillend zou zijn van het lot van den strijdende. Indien hij aan zijn plicht is tekortgekomen, dat men hem straffe; de Minister van Landsverdediging is volkomen gewapend om de tuchtmaatregelen te nemen die zich opdringen. Voor de ernstiger gevallen, zijn de krijgsraden daar om de deserteurs en de verraders te veroordeelen. Maar dat is geen reden om allen tegelijk in discredit te brengen en om de loopbaan van officieren, die hun plicht hebben gedaan, maar wien de omstandigheden het bijzonder pijnlijk lot van de gevangenschap beschoren hebben, te breken of te belemmeren.

Wij zijn dus van meening, dat die bepalingen van de wet van 15 September 1924 eenvoudig moeten worden ingetrokken.

En daar de onrechtvaardigheid van die bepalingen thans zwaar drukt op de loopbaan van talrijke officieren, die in niets zijn te kort gekomen, meenen wij dat onderhavig voorstel zijn uitwerking moet hebben op den datum van 10 Mei 1940.

Il appartiendra, en conséquence, au Ministre de la Défense Nationale, non pas de relever quelques prisonniers de la déchéance administrative qu'ils encourent, mais, au contraire, de prendre des sanctions à l'égard de ceux qui ont des fautes à se reprocher, et de traiter tous les autres purement et simplement comme s'ils avaient continué à servir depuis le 10 mai 1940 : car c'est, en réalité, ce qu'ils n'ont cessé de faire. Et que cela puisse leur être contesté par ceux de leurs pairs qui sont restés au pays est véritablement intolérable.

Het zal dus aan den Minister van Landsverdediging behooien, niet enkele gevangenen van het administratief verval dat zij oploopen te ontheffen, maar, integendeel, sancties te nemen tegen hen die zich tekortkomingen hebben te verwijten, en al de anderen eenvoudig te behandelen alsof zij, sedert 10 Mei 1940, hadden voortgegaan met hun dienst : want dit is het, in werkelijkheid, wat zij niet opgehouden hebben te doen. En dat dit hun zou kunnen betwist worden door diegenen hun gelijken die in het land zijn gebleven, is werkelijk onduidbaar.

Jean REY.

## PROPOSITION DE LOI

### ARTICLE PREMIER.

L'article 5 paragraphe 4° et l'article 18 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers sont abrogés.

### ART. 2.

La présente loi sortira ses effets à la date du 10 mai 1940.

### ART. 3.

Les mesures d'exécution de la présente loi seront prises par arrêté royal.

### ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

## WETSVOORSTEL

### EERSTE ARTIKEL.

Artikel 5, paragraaf 4° en artikel 28 der wet van 15 September 1924 betreffende den stand en de bevordering der officieren, worden ingetrokken.

### ART. 2.

Deze wet heeft uitwerking op den datum van 10 Mei 1940.

### ART. 3.

De uitvoeringsmaatregelen van deze wet worden genomen bij Koninklijk besluit.

### ART. 4.

Deze wet wordt van kracht den dag waarop zij in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Jean REY,  
A. PARISIS,  
G. BACCUS,  
Ch. du BUS de WARNAFFE.